

Recherche universitaire et économie sociale en Espagne

Une analyse à travers trois décennies de thèses doctorales

Academic research on the social economy in Spain: an examination of doctoral dissertations in the past thirty years

Rafael Chaves, José Luis Monzón, Antonia Sajardo-Moreno et Edith Archambault

Numéro 298, novembre 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021840ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021840ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut de l'économie sociale (IES)

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Chaves, R., Monzón, J. L., Sajardo-Moreno, A. & Archambault, E. (2005). Recherche universitaire et économie sociale en Espagne : une analyse à travers trois décennies de thèses doctorales. *Revue internationale de l'économie sociale*, (298), 40–55. <https://doi.org/10.7202/1021840ar>

Résumé de l'article

La recherche universitaire en économie sociale et coopérative bénéficie en Espagne d'une dynamique positive. Depuis la fin des années 80, les chercheurs intéressés par ce champ sont de plus en plus nombreux, et la communauté scientifique s'organise. Les auteurs étudient dans un premier temps le processus par lequel la recherche s'institutionnalise, à travers le système de recherche-formation-innovation. De son développement dépendent la production scientifique, sa diffusion, mais aussi la motivation des chercheurs à investir le champ, comme en témoigne le contexte espagnol. Dans un second temps, l'article présente un état de la recherche en économie sociale en Espagne à partir, d'une part, d'un répertoire des chercheurs en économie sociale et, d'autre part, d'un recensement des thèses doctorales soutenues dans les universités espagnoles. Principaux thèmes et disciplines de recherche, évolution de l'intérêt pour les différentes familles depuis trente ans, universités les plus porteuses sont ainsi mis en lumière. L'étude est introduite par Edith Archambault, qui effectue un parallèle avec le contexte de la recherche en économie sociale dans d'autres pays, comme la France et le Canada.

RECHERCHE UNIVERSITAIRE ET ÉCONOMIE SOCIALE EN ESPAGNE

Une analyse à travers trois décennies de thèses doctorales

par Rafael Chaves, José Luis Monzón et Antonia Sajardo-Moreno^(*)

La recherche universitaire en économie sociale et coopérative bénéficie en Espagne d'une dynamique positive. Depuis la fin des années 80, les chercheurs intéressés par ce champ sont de plus en plus nombreux, et la communauté scientifique s'organise. Les auteurs étudient dans un premier temps le processus par lequel la recherche s'institutionnalise, à travers le système de recherche-formation-innovation. De son développement dépendent la production scientifique, sa diffusion, mais aussi la motivation des chercheurs à investir le champ, comme en témoigne le contexte espagnol. Dans un second temps, l'article présente un état de la recherche en économie sociale en Espagne à partir, d'une part, d'un répertoire des chercheurs en économie sociale et, d'autre part, d'un recensement des thèses doctorales soutenues dans les universités espagnoles. Principaux thèmes et disciplines de recherche, évolution de l'intérêt pour les différentes familles depuis trente ans, universités les plus porteuses sont ainsi mis en lumière. L'étude est introduite par Edith Archambault, qui effectue un parallèle avec le contexte de la recherche en économie sociale dans d'autres pays, comme la France et le Canada.

(*) Institut universitaire d'économie sociale et coopérative (Iudescoop), université de Valence, Espagne.

Mise en perspective

par Edith Archambault

L'article de Rafael Chaves, José Luis Monzón et Antonia Sajardo-Moreno, de l'université de Valence, montre l'importance croissante en Espagne de la recherche universitaire sur l'économie sociale, même si ce n'est pas le plus souvent ce concept qui est utilisé, mais celui plus ancré historiquement de coopératives. Après avoir insisté sur la nécessaire cohérence d'un système de recherche-formation-innovation et repéré les principaux chercheurs et centres de recherche en économie sociale, les auteurs utilisent des techniques bibliométriques pour repérer les publications scientifiques dans les revues espagnoles et internationales. On note avec plaisir que la Recma arrive au deuxième rang des revues internationales, après les Annales du Ciriec. Mais le cœur de l'article, c'est l'analyse d'une grande finesse de l'évolution des thèses de doctorat soutenues de 1976 à 2002, tant du point de vue des composantes de l'économie sociale que des disciplines ou encore de la concentration des universités où ces travaux ont été dirigés. Les auteurs insistent à juste titre sur le potentiel que représentent ces travaux de recherche, mais aussi sur leur fragilité, car en dépit de leur militantisme

initial, les jeunes chercheurs risquent de se tourner vers des thèmes de recherche plus reconnus académiquement et plus rentables en termes de carrière. Or, la reconnaissance d'un champ académique est un travail de fourmi auquel participent les chercheurs, bien sûr, seniors et juniors, mais aussi les organisations d'économie sociale, porteuses de questions de recherche, les instances de pilotage de la recherche et, plus généralement, les pouvoirs publics nationaux et européens qui orientent la recherche vers des thèmes jugés prioritaires.

Sans doute les considérations de cet article valent-elles aussi pour la France ; mais ceci reste à vérifier. L'article de Rafael Chaves, José Luis Monzón et Antonia Sajardo-Moreno souligne en creux la méconnaissance de l'état de la recherche sur l'économie sociale en France. L'article de J.-F. Draperi sur l'état de la recherche en France en 1992 (Recma, n° 42) aurait besoin d'être actualisé, de même que la liste des formations et diplômes en économie sociale devenue obsolète depuis la mise en œuvre de la réforme LMD⁽¹⁾ dans les universités. Le fichier centralisé des chercheurs en économie sociale, sur le site du Ceges, est incomplet et aurait besoin d'une mise à jour qui pourrait s'inspirer de cet article. Enfin, il serait essentiel de pouvoir repérer les thèses en économie sociale soutenues au cours des années récentes, selon la méthodologie mise en œuvre par les auteurs de ce travail remarquable.

La recherche en économie sociale connaît un renouveau dans de nombreux pays. Elle est parfois stimulée par des actions gouvernementales remarquables : ainsi le gouvernement canadien a-t-il décidé de subventionner, à hauteur de 15 millions de dollars canadiens (10 millions d'euros), la création de six centres régionaux de recherche en économie sociale et d'un centre national qui coordonnera l'ensemble. La subvention porte sur un programme de recherche sur cinq ans, coordonnant étroitement des centres de recherche universitaire et des organisations de l'économie sociale qui participent aussi au financement de ce programme. Un jury international de quatre experts, sans participation canadienne, a examiné en toute indépendance les projets de recherche et décidé de l'attribution des subventions. Le concept d'économie sociale, d'origine européenne et à l'élaboration duquel les chercheurs québécois ont largement contribué, est ainsi, par une politique volontariste, diffusé à l'ensemble des provinces anglophones, parce que le gouvernement canadien a compris que l'économie sociale pouvait donner une cohérence à de nombreuses initiatives récentes susceptibles de répondre aux problèmes multiples que connaissent aujourd'hui les Canadiens. Puisse la France s'inspirer de ces exemples espagnol et canadien et comprendre que la recherche joue un rôle crucial dans l'économie de la connaissance et la société du savoir partagé! ●

(1) Pour licence (Bac + 3), maîtrise (Bac + 5), doctorat (Bac + 8). Cette réforme, mise en œuvre progressivement entre 2001 et 2005, est désormais appliquée dans toutes les universités françaises et dans la plupart des universités européennes, afin d'uniformiser les cursus et de faciliter les échanges entre étudiants et enseignants-chercheurs des pays européens.

Introduction

La recherche en économie sociale a connu en Espagne un développement intense, quantitatif et qualitatif, au cours des trois dernières décennies. L'essor économique de ce secteur ainsi que le soutien, relatif, des pouvoirs publics ne sont pas étrangers à cette évolution. L'environnement académique a pourtant été peu propice au développement de la recherche dans ce champ scientifique, dont l'objet d'étude a été traditionnellement considéré

(2) Le présent article a bénéficié d'un travail récent, intégrant notre catalogue des thèses doctorales en économie sociale soutenues en Espagne de 1976 à 2003: « *La investigación universitaria en economía social en España, tres decenios de actividad científica vistos a través de las tesis doctorales* ».

comme marginal, peu doté d'instruments théoriques et trop sensible à un excès de pragmatisme. La communauté scientifique a dès lors dû réaliser un grand effort collectif pour élever le niveau des recherches.

Cet article vise, dans un premier temps, à analyser le processus d'institutionnalisation de la recherche en économie sociale en Espagne dans le cadre conceptuel des systèmes de recherche-formation-innovation et, dans un second temps, à faire un bilan de cette recherche, en utilisant une perspective inexplorée jusqu'alors, celle des thèses doctorales soutenues dans les universités espagnoles⁽²⁾. Les thèses constituent en effet l'une des sources documentaires les plus pertinentes pour évaluer l'état de la recherche dans un champ scientifique déterminé.

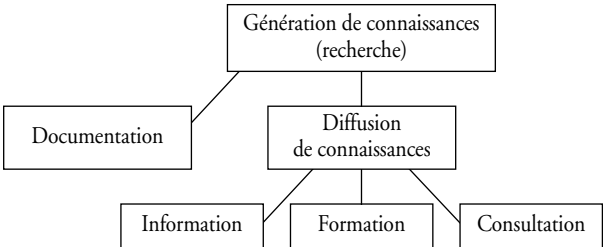
L'environnement académique de la recherche et le système de recherche-formation-innovation

Dans les systèmes intellectuels de recherche-formation-innovation (*voir figure 1*) et en particulier dans celui de l'économie sociale et coopérative, les universités jouent plusieurs rôles clefs :

- un rôle générateur de connaissances, ou rôle strictement de recherche, théorique ou appliquée ;
- un rôle de documentation des connaissances dans des bibliothèques et des centres spécialisés de documentation ;
- un rôle de diffusion des connaissances engendrées, à travers trois types d'activité : l'activité de formation ; l'activité d'information, sous forme de publications, scientifiques et de vulgarisation (livres, revues, etc.), ou de colloques ; l'activité de consultation auprès du secteur marchand de l'économie sociale ou du secteur public.

Le développement et la consolidation de ce type de système dépendent de l'existence de supports financiers efficaces. Et l'activation de supports financiers est liée à l'existence d'une vraie demande autour de ces connaissances.

Figure 1
Le système de recherche-formation-innovation



Le niveau de développement et d'institutionnalisation du système de recherche-formation-innovation a un rôle majeur. En effet, s'il présente des manques significatifs, ceux-ci conditionnent non seulement le travail « producteur » de connaissances scientifiques (par exemple, en limitant la disponibilité de supports financiers), mais aussi le travail de diffusion des résultats de l'activité de recherche (par exemple, à cause de l'étroitesse des canaux de diffusion [revues, publications]).

Ce niveau d'institutionnalisation est également déterminant pour les enseignants-chercheurs (Katouzian, 1980).

En général, le chercheur universitaire en économie sociale et coopérative débute sa carrière avec un degré élevé de militantisme et une vocation envers son objet d'étude. Les conditions du cadre institutionnel dans lequel il va développer son travail vont être déterminantes pour la continuité de son engagement dans ce champ. Un degré insuffisant de développement et d'institutionnalisation du système contribue à ce que le travail du chercheur ne se voie pas valorisé dans le monde académique, et augmente significativement les possibilités de « fuite » de ce chercheur, dans une logique d'intérêt légitime de promotion professionnelle, pour se concentrer sur d'autres champs plus rentables académiquement. *A contrario*, une institutionnalisation forte influence positivement la dynamique académique (bénéfices de prestige académique, création de chaires et d'enseignements avec profils liés à cette spécialité...).

Il faut souligner que le *mainstream* de l'économie n'est pas, à l'heure actuelle, réceptif à l'étude de l'économie sociale. Il suffit de signaler les difficultés que rencontre la revue la plus académique de ce champ, *Annals of public and co-operative economics*, pour entrer dans le *Social Science Citation*, pour le mettre en évidence. D'une manière analogue à ce que connaissent les coopératives dans une économie de marché dominée par des entreprises à caractère capitaliste, dans le monde académique, le chercheur universitaire spécialisé en économie sociale travaille à contre-courant, étant souvent un véritable outsider, avec des coûts académiques relativement importants.

Du point de vue du chercheur universitaire, nous pouvons identifier trois types de mécanismes qui stimulent, limitent et orientent son travail de recherche :

- Des mécanismes de valorisation de l'activité scientifique, qui sont les éléments qui stimulent et diffusent la recherche :
 - les publications, sous forme de revues scientifiques de prestige et de revues de vulgarisation plus accessibles aux acteurs de terrain ;
 - les événements scientifiques (comme les séminaires, colloques et congrès) ;
 - d'autres formes de diffusion, comme l'activité d'enseignement et de formation continue ou l'activité de consultation adaptée à la réalité de l'économie sociale.
- Des mécanismes de coordination :
 - entre les chercheurs d'un même pays, dans des réseaux scientifiques stables ;

- entre ces réseaux nationaux et des chercheurs et réseaux à l'étranger ;
- entre les chercheurs et les agents de terrain (c'est-à-dire les gestionnaires de coopératives, les responsables de l'administration publique, etc.).
- Les mécanismes financiers, qui sont le support économique de l'activité de recherche et qui peuvent privilégier certaines lignes de recherche en les soutenant financièrement.

● Evolution de la recherche universitaire en économie sociale et coopérative en Espagne

L'étude de l'économie sociale et des coopératives dans le monde universitaire espagnol ne s'est développée qu'à la fin des années 70. Ce retard trouve une explication dans presque quatre décennies soumises au régime de la dictature de Franco, hostile à un mouvement coopératif libre et indépendant, au droit d'association et à la liberté intellectuelle. La renaissance de l'économie sociale et du monde intellectuel intéressé par ce sujet émergea avec le début de la démocratisation, à partir d'organismes comme : l'Ecole d'études coopératives de l'université Complutense de Madrid (1971) ; le Centre de gestion d'entreprises agraires de l'université polytechnique de Valence (1979) ; l'Institut d'économie publique et coopérative de l'université de Barcelone (1982) ; l'Institut d'études coopératives de l'université de Deusto (1984). Cependant, malgré ces initiatives, cette activité restait marquée par une certaine atomisation et la prégnance du militantisme personnel.

C'est depuis la fin des années 80 que la communauté scientifique espagnole de chercheurs en économie sociale s'organise et s'institutionnalise, cela dans une tendance clairement croissante du nombre de chercheurs. Le dernier *Répertoire national de chercheurs* dans ce champ (García-Gutiérrez et Julià, 2001) recense 267 chercheurs, dont 205 universitaires.

En effet, c'est au cours des deux dernières décennies que la plupart des mécanismes de valorisation de l'activité scientifique se sont créés et consolidés :

- Des revues scientifiques spécialisées dans ce champ : plusieurs revues existent aujourd'hui. Parmi celles-ci, la revue *Ciriec-España, Revista de economía pública, social y cooperativa* (*Ciriec-Espagne, Revue d'économie publique, sociale et coopérative*) s'est consolidée comme la revue scientifique la plus prestigieuse dans le domaine de l'économie sociale en Espagne, à la hauteur des revues d'économie les plus importantes du pays, et elle est bien placée à l'échelle internationale. D'autres revues sont encore à signaler : *Revista jurídica de economía social y cooperativa* (*Revue juridique d'économie sociale et coopérative*), spécialisée en matière juridique et éditée également par le Ciriec-Espagne ; *Revesco* (revue d'études coopératives) ; *Annuaire d'études coopératives* ;

Cooperativisme e Economía social (en galicien); *Revue latino-américaine d'autogestion et d'action communautaire*; *Nexe Quaderns d'autogestió i economia cooperativa* (en catalan); *Revue de développement rural et coopération agricole*. Sans vocation scientifique, mais contenant de nombreux articles d'analyse, nous trouvons aussi, entre autres, les revues *Cooperació catalana* (en catalan), *Société coopérative*, *Mutual* et la revue *Nouvelles de l'économie publique, sociale et coopérative* coéditée par le Ciriéc-Espagne et l'université de Valence. Plusieurs revues générales dédient aussi de plus en plus de numéros spéciaux à l'économie sociale et à la coopération (Sanchís, 2001).

- Des centres universitaires d'information et de documentation : plusieurs centres existent aujourd'hui, comme le Centre européen d'information et de documentation sur l'économie sociale et coopérative (Cidec), dépendant de l'institut Iudescoop de l'université de Valence et du Ciriéc-Espagne, ainsi que les bibliothèques de l'Institut d'études coopératives de l'université de Deusto (Pays basque), de la Fundació Roca i Galès catalane, de l'Ecole d'études coopératives de l'université Complutense de Madrid, de l'Institut universitaire de droit coopératif et d'économie sociale (Gezki) de l'université du Pays basque, et de quelques administrations publiques.

- Des séminaires, colloques et congrès scientifiques, comme les Journées (*Jornadas*) nationales des chercheurs en économie sociale (organisées par le Ciriéc-Espagne), entre autres.

C'est aussi pendant cette période que cette communauté s'est organisée au niveau national. Des groupes se sont créés, d'abord au niveau des universités et, dans un cas, au niveau interuniversitaire, puis à l'échelle nationale dans le cadre du réseau du Ciriéc-Espagne. De nombreux centres et instituts universitaires de recherche et d'enseignement, des associations scientifiques et d'autres groupes de recherche se sont ainsi formés, reliant les chercheurs isolés, pour générer des effets de synergie dans la recherche. Il faut remarquer les instituts universitaires d'études coopératives et d'économie sociale des universités du Pays basque (Gezki), de Valence (Iudescoop) et de Deusto, ainsi qu'une douzaine de centres universitaires de recherche et une association scientifique comme Aecoop, association d'études coopératives. Récemment, en 2003, s'est créé le Red Enuiés, réseau qui intègre les centres et les instituts universitaires de recherche en économie sociale en Espagne.

Dans une logique de promotion professionnelle des universitaires, notons le nombre croissant de professeurs qui se sont spécialisés dans ce champ, non seulement dans le cadre de leur thèse doctorale, mais aussi en définissant des chaires consacrées à l'économie sociale et à la coopération. Deux de ces chaires existent, par exemple, à l'université de Valence. A l'initiative de soixante-dix professeurs titulaires de diverses universités espagnoles, une demande a été introduite auprès du ministère compétent en matière d'universités pour la création d'un champ de connaissances en « économie sociale et coopérative ». Ce contexte est à rapprocher de celui

de l'institutionnalisation des « sciences coopératives » dans l'université allemande (Münkner, 1988).

Les études visant la recherche – c'est-à-dire celles de troisième cycle – révèlent cependant une absence de programme de doctorat spécifique. Il est vrai qu'il existe, dans les universités citées plus haut, plusieurs matières d'économie sociale et coopérative à l'intérieur de différents programmes de doctorat d'économie, de gestion d'entreprises, de droit et d'études agraires, à partir desquels sont soutenues un grand nombre de thèses doctorales. Il faut remarquer l'initiative récente, à travers le réseau Red Enuiés, d'implanter un programme officiel de troisième cycle en économie sociale, homologué avec les paramètres de l'actuelle « réforme européenne de Bologne ».

L'association à vocation scientifique Ciriéc-Espagne, créée en 1986, est un point de référence obligé en Espagne en matière d'économie sociale. Authentique « organisation parapluie » de niveau national, elle a pour but de matérialiser des liens stables entre théoriciens et acteurs de terrain de l'économie sociale et coopérative et de l'économie publique du pays (AAVV, 1986) et de promouvoir l'activité scientifique dans ce champ. Il s'agit d'assurer une coordination au sein du monde académique (chercheurs et enseignants) espagnol intéressé par l'économie sociale, de favoriser la réalisation directe et la diffusion de recherches en économie sociale, de permettre la confrontation avec les pratiques et de faciliter les échanges avec la communauté scientifique internationale. Par ailleurs, des contacts ont été établis avec le secteur de l'économie sociale, avec ses gestionnaires en particulier, ceux appartenant aux grands groupes d'économie sociale du pays, aux fédérations et à d'autres organisations représentatives régionales et nationales.

Finalement, le Ciriéc s'est rapproché des pouvoirs publics directement impliqués dans l'action de développement de l'économie sociale, tant au niveau national qu'au niveau des communautés autonomes (rapelons qu'en Espagne il existe un ordre constitutionnel – l'article 129.2 de la Constitution espagnole – qui incite les pouvoirs publics à favoriser le développement de la coopération et l'accès à la propriété des moyens de production par les travailleurs). Ce point est fondamental, parce qu'il touche le principal support financier de l'activité de recherche universitaire.

Un premier bilan global

Ces dernières années, l'intérêt pour les évaluations globales de la recherche en économie sociale s'est accru (García-Gutiérrez et Julià, 2001 ; Sanchís, 2001 ; Moyano, 2002 ; AAVV-UC Avila, 2002 ; Fernandez et Marí, 2002 ; *Noticias*, 2003 ; Bakaikoa, 2003 ; Argudo, 2003). Dans certains cas, des analyses bibliométriques – analyses habituelles dans d'autres champs scientifiques – ont été réalisées.

Deux approches sont possibles pour analyser l'état de la recherche. La première, quantitative, est fondée sur l'analyse bibliométrique et vise à dresser une « géographie de la recherche », c'est-à-dire à identifier où elle se concentre, en prêtant attention aux variables suivantes : types d'études, perspective méthodologique, universités, etc. La seconde approche, qualitative, est relative aux contenus scientifiques de la recherche et dresse une synthèse de la littérature produite dans ce champ.

Pour les études bibliométriques, nous nous reporterons à plusieurs sources d'information : les revues scientifiques nationales et internationales (spécialisées ou non dans le domaine de l'économie sociale), les livres, les actes de congrès et les thèses doctorales. Nous disposons également d'une base de données exceptionnelle avec le *Répertoire national des chercheurs en économie sociale* (García-Gutiérrez et Julià, 2001) – que nous abrègerons par *Répertoire-Ciriec* –, dont la troisième édition est à jour des données de l'an 2000. Les seules études bibliométriques disponibles en Espagne ont été réalisées en utilisant ce répertoire comme base documentaire.

Nous élaborerons ensuite une synthèse de ces études, intégrant une exploitation additionnelle de la base de données. Néanmoins, le noyau de notre analyse s'appuie sur une source documentaire propre : une base de données de thèses doctorales construite à cet effet.

La recherche en économie sociale à partir du troisième « Répertoire de chercheurs »

Le *Répertoire-Ciriec* a été élaboré à partir d'informations fournies par une communauté de chercheurs qui se considèrent comme des chercheurs en économie sociale et coopérative. La plupart sont membres de l'association Ciriec-Espagne. Dans des fiches individuelles par chercheurs, le répertoire renseigne sur leur profil académique, l'enseignement dispensé, la catégorie professionnelle, le champ et les thèmes de recherche et propose une sélection de leurs meilleures publications.

L'étude menée par Fernandez et Mari (2002) dénombre 267 chercheurs en économie sociale en 2000. Les deux tiers d'entre eux développent leur activité au sein d'une université⁽³⁾ espagnole, en particulier celles de Valence, du Pays basque, de Deusto, la Complutense de Madrid et Polytechnique de Valence.

Nous avons pu identifier dans l'étude 44 thèses soutenues dans le champ de l'économie sociale et coopérative. Ce chiffre est inférieur à celui de notre base de données, qui contient 210 thèses soutenues jusqu'en 2000, une année de référence pour le *Répertoire-Ciriec*, et 252 jusqu'en 2002. Cette différence s'explique par le fait que le répertoire s'intéresse aux seuls chercheurs du réseau Ciriec.

Les thèmes principaux de recherche sont repris par université dans le tableau 1 (*voir en page suivante*). L'économie-gestion et le droit sont les disciplines les plus représentées.

(3) Il est important de remarquer qu'il existe aussi une part de recherche non universitaire qui se trouve dans certaines fédérations et confédérations d'économie sociale et coopérative, dans certaines administrations publiques, ainsi que dans des associations et des fondations privées, ces dernières servant souvent de lien entre le monde coopératif et le monde universitaire, comme le Ciriec.

Tableau 1
Thèmes principaux de recherche en économie sociale, par université

Université	Principaux thèmes de recherche
Alicante	• Régime juridique des <i>sociedades laborales</i> (« sociétés de travailleurs ») • Législation coopérative
Almería	• Coopératives de fruits et légumes
Autonome de Madrid	• Economie sociale en Espagne
Barcelone	• Economie sociale et marché du travail
Castille-La Manche	• Crédit coopératif
Complutense de Madrid	• Analyse de différents types de sociétés coopératives • Financement des sociétés coopératives • Développement rural • Législation et intégration des coopératives • Micro-entrepreneurship dans la société de l'information
Cordoue	• Coopératives agricoles
Deusto (Vizcaya)	• Régime juridique, économique et fiscal des sociétés coopératives • Principes coopératifs et bilan social
Etea (Cordoue)	• Fiscalité des coopératives • Excellence coopérative
Estrémadure	• Coopération agricole et développement rural
Grenade	• Approche psychosociale des coopératives de travail
Huelva	• Coopération agricole
Jaén	• Secteur coopératif agricole (huile d'olive)
Jaume I (Castellon)	• Secteur du crédit coopératif espagnol
Malaga	• Coopératives en Espagne • Sociologie de la coopération et de la participation
Miguel Hernández (Alicante)	• Coopératives agricoles et sections de crédit des coopératives agricoles
Oviedo	• Promotion de coopératives, d'entreprises d'insertion et autres micro-entreprises
Pays basque	• Groupes coopératifs • Economie sociale comme instrument d'intégration sociale • Economie sociale et emploi • Arbitrage coopératif
Polytechnique de Carthagène	• Associations agricoles (coopératives agricoles et SATs)
Polytechnique de Valence	• Associations agricoles • Concentration d'entreprises coopératives • Législation, comptabilité et fiscalité des coopératives
San Pablo CEU	• Banques coopératives
Valence	• Régime juridique, fiscal et comptable des coopératives • Observatoire statistique • Economie sociale et emploi • Politiques publiques d'économie sociale • Intercoopération et groupes coopératifs • Organisations sans but lucratif
Vigo	• Développement rural • Gestion et organisation des entreprises d'économie sociale
Saragosse	• Coopération agricole et sociétés agricoles de transformation (SATs) • Organisations sans but lucratif

Source : Fernandez et Mari, 2002, pp. 50-53.

Concernant la publication des productions scientifiques, nous constatons une concentration élevée dans les revues espagnoles spécialisées dans le domaine de l'économie sociale (*voir le tableau 2*) et un niveau réduit de projection internationale (*voir le tableau 3, en page suivante*). Les revues non espagnoles les plus citées et dans lesquelles publient les chercheurs espagnols sont *Annals of public and cooperative economics* (la revue du Ciriéc international), suivie de la revue française *Recma*, de la revue brésilienne *Perspective econômica* – non spécialisée en économie sociale – et, enfin, de la revue anglaise *World of cooperative* de la Plunkett Foundation. Les chercheurs des universités de Valence (huit articles publiés), de Polytechnique de Valence (sept articles) et des établissements universitaires de Cordoue (six articles) sont ceux qui présentent le degré d'internationalisation de la production scientifique le plus important.

Tableau 2
Principales revues dans lesquelles publient les chercheurs espagnols en économie sociale

Revues	Nombre d'articles référencés	%
<i>Ciriéc-España</i>	58	19,1
<i>Revesco</i>	31	10,2
<i>Anuario de estudios cooperativos</i>	8	2,6
Autres (avec au moins cinq articles référencés)	207	68,1
Total	304	100,0

Source : Fernandez et Mari (2002).

La recherche en économie sociale à partir des thèses doctorales

Les thèses doctorales sont des travaux sérieux et rigoureux, pour lesquelles les candidats (et leurs directeurs) doivent produire un fort investissement en termes de temps (plusieurs années de leur vie) et passer avec succès le filtre qualité auprès de six « *referees* » au moins : les cinq membres du jury qui évaluent la thèse, tous des spécialistes en la matière, ainsi que le directeur de thèse. Les thèses présentent trois autres propriétés :

- elles constituent des apports de valeur scientifique ajoutée, elles ne sont pas des manuels de vulgarisation ;
- elles explicitent l'état de la science, se réfèrent à la principale littérature, actualisent cette dernière et permettent ainsi de contextualiser les apports personnels ;
- elles mettent en évidence l'agenda de recherche, implicite ou explicite, du monde scientifique et, souvent, de la société de référence.

Il faut aussi remarquer que, dans de nombreuses occasions, la thèse est publiée par la suite sous forme de livre ou découpée en différents articles qui paraissent dans des revues scientifiques, afin d'être rentabilisée académiquement

Tableau 3
Revues non espagnoles dans lesquelles publient les chercheurs espagnols en économie sociale

Revues	Pays	Perspective ES	Nombre d'articles publiés
<i>Annals of public and cooperative economics</i>	International	Oui	7
<i>Recma</i>	France	Oui	4
<i>Perspectiva economica</i>	Brésil	Non	4
<i>World of cooperative</i> – Plunkett	Royaume-Uni	Oui	3
<i>Revue of international co-operation</i> (ACI)	International	Oui	2
<i>Rev. do instit. sup. portucalense</i>	Portugal	Non	2
<i>Agricultural tropical and sub-tropical</i>	International	Non	2
<i>Journal of cooperative studies</i>	Royaume-Uni	Oui	1
<i>Journal of rural cooperatives</i>	Israël	Oui	1
<i>Gemeinwirtschaft</i>	Allemagne	Oui	1

Source : élaboration personnelle sur la base de García-Gutiérrez et Julià, 2001.

(la quantité de produits scientifiques issus de la thèse constitue un véritable indice de sa qualité). De plus, le nouveau docteur garde pendant de nombreuses années une « étiquette » d'expert dans le domaine de sa thèse.

Methodologie

Notre base de thèses doctorales en économie sociale s'est construite à partir de plusieurs sources. La base de données Teseo, qui est gérée par le ministère de l'Education (www.mcu.es/TESEO) et intègre les thèses soutenues et jugées aptes dans les universités espagnoles depuis les années 1975-1976, a été la source principale. Elle se nourrit des thèses remises par les commissions de doctorat des universités au Conseil de la coordination universitaire, conformément à un format homologué. L'information fournie est la suivante : a) l'auteur de la thèse ; b) le directeur ; c) le titre de la thèse ; d) l'année académique de la soutenance ; e) l'université ; f) les centres de lecture et de réalisation ; g) des descripteurs ; h) un résumé. Notre stratégie de recherche de thèses en économie sociale a reposé sur près de cinquante mots-clefs (voir le tableau 4). Grâce à cette méthode, nous avons obtenu un premier listing. Ce premier listing a ensuite été épuré en excluant les thèses dont l'objet n'appartenait pas au champ de l'économie sociale. A notre surprise, plusieurs thèses doctorales connues n'apparaissaient pas dans la base Teseo, ce qui a dès lors mis en relief l'existence de lacunes dans cette base ministérielle. Nous

avons alors été obligés de compléter notre base de données avec d'autres sources d'information, comme la base de données de thèses du Cidec (Centre européen de documentation et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative, www.uv.es/cidec), le troisième *Répertoire national des chercheurs en économie sociale*, que nous avons déjà cité précédemment, les bases de données des universités de Deusto et du Pays basque, ainsi que de nombreux contacts personnels.

Nous avons pu identifier au total 252 thèses doctorales en économie sociale. Il faut encore remarquer que notre base de thèses n'inclut pas celles soutenues avant 1976, bien qu'elles aient eu un grand impact sur la période analysée. Les thèses doctorales reprises dans notre base de données ont été regroupées en six grands groupes, ainsi que le montre le tableau 4.

(4) Le taux de croissance du nombre de thèses en économie sociale a été très supérieur au taux de croissance du professorat dans les universités espagnoles. Ce fait rejette l'hypothèse qui consiste à expliquer le développement de la recherche en économie sociale par l'augmentation du nombre de chercheurs et de leurs thèses.

Résultats

Au total, 252 thèses doctorales en économie sociale ont été soutenues et jugées aptes par l'université espagnole entre 1976 et 2002. Leur nombre a presque doublé tous les cinq ans au cours des deux dernières décennies, révélant ainsi qu'il s'agit d'un objet d'étude qui suscite une attention scientifique croissante dans l'Université espagnole⁽⁴⁾.

Tableau 4
Groupes thématiques des thèses doctorales et mots-clefs respectifs

Groupes thématiques	Mots-clefs de recherche
Economie sociale	économie sociale
Coopération	coopérative; coopératives; coopération; caisse rurale; caisses rurales
Reste du secteur marchand de l'économie sociale	société de travail; les sociétés de travail; SEL; société anonyme de travail; les sociétés anonymes de travail; les caisses d'épargne; société agraire de transformation; les sociétés agraires de transformation; SAT; mutuelle; mutuelles; la mutualité; le mutualisme; le travail associé
Associations	association; les associations; associations
Secteur non lucratif	ONG; ONGD; ONG-D; le troisième secteur; le secteur non lucratif; les organisations non gouvernementales; les organismes non lucratifs; les organismes sans but lucratif; ESAL; sans but lucratif; sans finalité de profit; non lucratives; fondation; fondations
Autres	autogestion; autogestionnaire; entreprise autotraitée; participation; mouvements sociaux; société civile; volontaire; volontaires; les volontaires; volontariat

Tableau 5
Thèses soutenues en Espagne en économie sociale

	1976-1982	1983-1987	1988-1992	1993-1997	1998-2002	Total
Economie sociale	0	1	6	4	6	17
Coopération	10	12	20	41	47	130
Reste secteur march.						
Eco. sociale	1	1	3	4	5	14
Associations	2	2	8	8	16	36
Secteur non lucratif	0	1	1	8	26	36
Autres	1	2	1	5	10	19
Total	14	19	39	70	110	252

Source : élaboration personnelle.

Les trois quarts de thèses environ (71,4 %) ont été soutenues au cours des dix dernières années (1993-2002), ce qui met en relief la jeunesse de la base sociologique des chercheurs en économie sociale en Espagne.

Cette nouvelle envergure scientifique de l'Université espagnole dans le domaine de l'économie sociale, patronnée en grande partie par l'activation de groupes universitaires de recherche et par la logique de promotion professionnelle, requiert un plus haut degré de développement et de consolidation de notre système de recherche-formation-innovation et une plus grande relation avec la recherche au-delà de nos frontières. Ne pas prêter attention à cet aspect collectif signifierait une grande perte de capital humain pour le secteur de l'économie sociale ; le risque serait en effet qu'après une période de « militantisme » les chercheurs aient tendance à réorienter leur trajectoire professionnelle vers d'autres champs scientifiques plus rentables académiquement.

Du point de vue des champs, ou familles, de l'économie sociale, nous constatons que c'est la coopération qui a été et qui continue d'être le champ d'investigation préféré, avec 51,6 % du total des thèses soutenues. L'attrait de la coopération a augmenté au cours de toute la période, mais de façon moindre ces dernières années, *a contrario* des autres champs, spécialement ceux du secteur non marchand de l'économie sociale – associations et secteur non lucratif –, qui ont vu presque tripler le nombre de thèses ces cinq dernières années, sans pourtant dépasser quantitativement le champ de la coopération. Il est important de souligner le nombre réduit de thèses traitant explicitement du champ plus général de l'économie sociale.

Les disciplines scientifiques de recherche (à partir des centres de réalisation des thèses et des départements) sont majoritairement l'économie-gestion

et le droit, loin devant d'autres disciplines, comme la sociologie (*voir le tableau 6*). Ces disciplines émergent fortement au cours des dernières années, bien qu'elles se concentrent sur le secteur non lucratif de l'économie sociale, depuis les doctrines des mouvements sociaux, les ONG, les associations et les fondations principalement. La coordination avec les spécialistes du secteur marchand de l'économie sociale est également faible.

Tableau 6
Nombre de thèses soutenues en économie sociale
par disciplines scientifiques et universités

Disciplines scientifiques	Nombre de thèses	%	Universités avec six thèses ou plus
Economie et gestion	108	42,8	U. Complutense de Madrid; U. Valence; U. Cordoue (Etea); U. aut. Madrid; U. Barcelone; U. du Pays basque
Droit	50	19,8	U. Deusto; U. Valence; U. Grenade; U. Complutense de Madrid
Humanités*	44	17,4	—
Sciences sociales et politiques	24	9,5	U. Complutense de Madrid
Ingénieurs agronomes	19	7,5	U. Cordoue; U. polytechnique de Valence
Sciences, pharmacie et ing. industrielles	7	2,8	—

* Sont incluses les sciences de l'éducation, la pédagogie, la psychologie, la géographie et l'histoire, la philosophie et les sciences de l'information.

Tableau 7
Thèses soutenues dans les universités espagnoles

U. Complutense de Madrid	47
U. Deusto	19
U. Valence	17
U. Cordoue	16
U. Barcelone	11
U. Grenade	11
U. polytechnique de Valence	11
U. Pays basque	10
U. Alicante	7
U. Castille-La Manche	7

Finalement, il reste à envisager la perspective spatiale. Comme on pouvait le prévoir, l'activité de recherche s'initie principalement là où les trois types de mécanismes d'incubation s'accumulent, c'est-à-dire au sein de groupes de chercheurs institutionnalisés et dotés d'infrastructures d'investigation. Pour le reste du territoire, la recherche est significativement plus réduite, sporadique dans le temps et basée sur le militantisme personnel. L'organisation d'un réseau national de chercheurs a bénéficié aussi aux personnes d'autres universités qui, en faisant « jouer l'effet réseau », ont eu accès aux ressources du réseau, notamment à l'information et aux contacts.

La taille de l'université n'est pas l'indicateur d'une plus grande productivité scientifique dans ce champ, même si l'université Complutense de Madrid – l'une des cinq plus grandes universités espagnoles, avec Uned, Séville, Barcelone et Grenade – se trouve être parmi les plus productives de ce champ. Une concentration s'observe dans certaines universités. Ainsi, quatre d'entre elles : Complutense de Madrid, Deusto, U. de Valence et U. de Cordoue (y compris Etea), représentent presque 40 % des thèses. Les directeurs qui ont dirigé le plus de thèses appartiennent à ces universités et révèlent ainsi une propension à « faire école ». ●

Bibliographie

AAVV-UC Avila (2002), *Enseñanza del cooperativismo y de la economía social en la Universidad. Experiencia y proyecto de futuro*, Publicaciones de la Univ. católica de Avila, Avila.

AAVV (1986), *I Jornadas de estudio sobre universidad, cooperativismo y economía social*, ministerio de Trabajo y Seguridad social, Madrid.

Argudo, J. L., coord. (2003), *El cooperativismo y la economía social en la sociedad del conocimiento*, Prensas universitarias de Zaragoza.

Bakaikoa, B. (2003), *Los institutos y centros de investigación en economía social como elementos de promoción y coordinación científica*, I Encuentro nacional de institutos y centros universitarios de investigación en economía social, Enuiés, Valencia.

Chaves, R. (1999), « La economía social como enfoque metodológico, como objeto de estudio y como disciplina científica », *Ciriec-España*, n° 33, pp. 115-140.

Chaves, R. y Sajardo, A. (2003), « Institucionalización de la investigación y la formación en la universidad española y valenciana. Visión panorámica y balance », universidad de Valencia.

Dussart, C. et Thiry, B., dir. (1993), *Repertoire des instituts de recherche en économie sociale, mutualiste et associative dans les pays de la CEE*, Ciriec internacional, DG XXIII de l'UE, Bruxelles.

Drapéri, J.-F. (1992), « Tour d'horizon sur la recherche en économie sociale en France en 1992 », *Recma*, n° 42, 2^e trim., pp. 49-67.

Fernández, J. y Mari, S. (2002), « La investigación en economía social a partir de la tercera edición del Directorio nacional de investigadores en economía social », *Noticias de la economía pública, social y cooperativa*, n° 34, pp. 45-55.

García-Gutierrez, C. y Julia, J. F., coord.

(2001), *3^o Directorio nacional de investigadores en economía social*, Ciriec-España, Valencia.

Katouzian, H. (1980), *Ideología y método en economía*, H. Blume ed., Madrid.

Levesque, B. et Malo, M.-C. (1991), « Quel avenir pour la recherche universitaire sur les coopératives? L'exemple du Québec, une institutionnalisation fragile », *Recma*, n° 39, 3^e trim., pp. 87-99.

Monzón, J. L. (2003), *La investigación en economía social en el contexto europeo*, I Encuentro nacional de institutos y centros universitarios de investigación en economía social, Enuiés, Valencia.

Moyano, J. et al. (2002), « La enseñanza universitaria en empresas de participación: estado de la cuestión », en Vargas, A. y Lejarriaga, G. (dir.), *Las empresas de participación en Europa: el reto del siglo XXI*, Univ. complutense de Madrid, Esc. Est. cooperativos, Madrid, pp. 275-296.

Münkner, H. H. (1988), « Sciences coopératives allemandes, des apports méconnus en France », *Recma*, 4^e trim., n° 28, pp. 82-90.

Noticias de la economía pública, social y cooperativa (2003), monográfico sobre « Institutos universitarios de investigación en economía social ».

Sanchís, J. R. (2001), « Panorama de la investigación en economía social y cooperativa en España desde la perspectiva estratégica », *Ciriec-España*, n° 38, pp. 187-232.

Tomas Carpi, J. A. (1988), « Ley de reforma universitaria, universidad y economía social. La problemática formativa e investigadora », en AAVV, *II Jornadas de estudio sobre economía social*, ministerio de Trabajo y Seguridad social, Madrid, pp. 101-119.

Vienney, C. (1988), « L'économie sociale, nouvel objet de recherche en sciences sociales », *Recma*, n° 27, 3^e trim.